

Royaume-Uni : le gouvernement s'inquiète des discriminations engendrées par les tribunaux islamiques clandestins



Si le ministère de l'Intérieur britannique reconnaît le caractère "positif" de ces assemblées, il regrette que les droits des femmes ne soient pas garantis.

Le gouvernement britannique a lancé une enquête sur les pratiques des 30 à 85 tribunaux islamiques clandestins établis au Royaume-Uni. Ces "conseils" de la charia arbitrent des litiges civils, le plus souvent liés au droit de la famille, dans le respect de la loi islamique, sans que leurs décisions n'aient de portée légale, rappelle le Figaro.

Le ministère de l'Intérieur, qui reconnaît en partie le rôle "positif" de ces assemblées, n'a pas l'intention de les fermer, mais craint le risque de discriminations à l'égard des femmes. L'enquête du ministère de l'Intérieur vise par exemple à vérifier si ces tribunaux clandestins ne légitiment pas des mariages forcés ou rendent des décisions défavorables aux femmes, notamment lors de divorces ou de successions. Selon la loi islamique, les femmes reçoivent en effet moins que les hommes dans un héritage.

"Il n'y a qu'un seul État de droit dans notre pays, qui donne des droits et des garanties à chacun des citoyens", a rappelé la ministre de l'Intérieur Theresa May.

Le professeur de théologie islamique et d'études interreligieuses Mona Siddiqui dirigera l'enquête, qui devrait s'étendre sur dix-huit mois, pour déterminer si la loi britannique est violée au nom de la charia. "À un moment où beaucoup d'attention est portée aux musulmans au Royaume-Uni, cela sera une enquête approfondie et opportune sur ce qui se passe réellement dans les conseils de la charia", a-t-elle déclaré.